

Partout, les embryons de double pouvoir avaient surgi, comités d'actions élus et révocables, laissant présager d'une autre société où les travailleurs de santé assureraient eux-mêmes la gestion de la Santé.

Mais l'absence de parti révolutionnaire était ressentie par tous, cependant que les partis « de gauche » se précipitaient aux urnes, après avoir négocié une augmentation de salaires, actuellement engloutie par l'augmentation des prix, et les 40 heures que l'Assistance Publique ne peut garantir, pas plus aujourd'hui qu'en 1936.

Dès lors que la classe ouvrière avait perdu l'affrontement, les étudiants seuls ne pouvaient plus rien gagner sur le fond et le gouvernement n'a octroyé aux étudiants en médecine qu'un externat allégé, un choix impératif en fin de premier cycle, un internat sans oral, et, en guise d'autonomie, une sectorisation hospitalo-universitaire visant à rentabiliser et à rendre compétitif les C.H.U...

La tâche des militants aujourd'hui est certes de démystifier, d'explicitier le sens des réformes gouvernementales, de dénoncer et de refuser la participation gaulliste, mais elle est aussi de préparer les prochaines luttes.

C'est donc un effort urgent que d'analyser la formation sociale française et de dégager les principales contradictions de l'économie capitaliste, secteur par secteur. Elaborer les mots d'ordre et mobiliser les travailleurs manuels et intellectuels sera un rôle déterminant du futur parti révolutionnaire en même temps qu'un moyen d'impulser sa formation.